

loppement (-6,3 p. 100) ont été le principal facteur à l'origine du repli des importations de services commerciaux, tandis que les autres services financiers connaissaient une forte croissance (12,7 p. 100), qui a contribué à limiter globalement les pertes de ce groupe.

La ventilation par destination géographique révèle que le déficit du commerce des services avec les États-Unis a augmenté, passant de 9,8 milliards de dollars à 13,5 milliards de dollars, tandis que les déficits du commerce des services avec l'UE et le Japon ont atteint 2,3 milliards de dollars et 2,0 milliards de dollars, respectivement (tableau 4-1). L'aggravation du déficit avec les États-Unis est principalement attribuable à l'augmentation des importations de services de voyage et de transport, tandis que la hausse des importations de services de voyage avec l'UE explique le déficit plus important enregistré avec cette région.

Le compte courant

Outre le commerce des biens et services que nous venons d'examiner, le compte courant englobe aussi les paiements et les rentrées au titre des revenus de placements et les transferts courants. L'an dernier, le solde du compte courant a reculé à 14,2 milliards de dollars, alors qu'il était de 23,6 milliards de dollars en 2006, un repli d'environ 40 p. 100. Près de deux tiers de la diminution du solde du compte courant sont attribuables à la baisse de près de 6,0 milliards de dollars du solde du commerce des biens et services. Le reste provient du solde net des flux de revenus de placements, alors que l'écart entre les bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers et ceux qu'ont touchés les investisseurs canadiens à l'étranger s'est creusé de 5,9 milliards de dollars et n'a été que partiellement compensé par une amélioration nette des 3,8 milliards de dollars dans les flux de revenus sur les placements de portefeuille. Le solde du commerce

Le commerce des biens et services dans l'économie

Le ratio du commerce au PIB sert à mesurer l'ouverture d'une économie au commerce ou encore l'importance des échanges commerciaux pour une économie (il ne faut pas interpréter faussement ces mesures comme une indication des pourcentages du PIB attribuables aux échanges commerciaux : au sens comptable, la contribution du commerce au PIB provient du solde des exportations et des importations). Les exportations canadiennes de biens et services équivalaient à 34,8 p. 100 du PIB en 2007, tandis que le commerce total (exportations plus importations) représentait 67,6 p. 100 du PIB, le second ratio le plus élevé au sein du G8. Ces ratios sont en baisse au Canada depuis quelques années, ce qui illustre les limites inhérentes à leur utilisation comme mesure de l'ouverture au commerce ou de son importance. Leur déclin au Canada ne signifie pas que le Canada est moins ouvert au commerce ou qu'il compte moins sur les échanges commerciaux : il traduit simplement l'appréciation du dollar canadien et l'amélioration des termes de l'échange du Canada. Les prix des biens qui entrent dans le commerce ont diminué par rapport à ceux des biens qui ne sont pas échangés sur le marché international, avec pour résultat que la valeur du commerce a baissé relativement au PIB canadien.

EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROPORTION DU PIB (POURCENTAGE)

	2005	2006	2007
Canada	37,7	36,2	34,8
France	26,0	26,9	26,7
Allemagne	40,9	45,1	46,8
Italie	26,0	27,8	n.d.
Japon	14,3	16,1	n.d.
R.-U.	26,5	28,5	25,9
É.-U.	10,5	11,1	11,9
Russie	35,2	33,8	30,3
Mexique	30,0	31,9	n.d.

COMMERCE TOTAL DES BIENS ET SERVICES EN PROPORTION DU PIB (POURCENTAGE)

	2005	2006	2007
Canada	71,7	69,8	67,6
France	53,0	55,1	55,2
Allemagne	76,7	84,7	86,5
Italie	52,0	56,5	n.d.
Japon	27,3	30,9	n.d.
R.-U.	56,5	60,6	55,4
É.-U.	26,8	28,0	28,8
Russie	56,7	54,9	52,2
Mexique	61,5	65,1	n.d.